


ICI ET LÀ-BAS

DÉVELOPPEMENT DURABLE : LES MFR MOBILISÉES

Faut-il encore présenter les Objectifs du Développement durable ? Établis par l'ONU pour 2030, ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la paix et à la justice. Ils sont interconnectés.

 Marion Faucheux-Delporte

■ La lutte contre le dérèglement climatique et la préservation de l'environnement sont prises en compte de plus en plus par les MFR dans le monde. Tout d'abord dans les formations : de nombreuses MFR proposent des formations en agroécologie. D'autres adaptent progressivement leurs programmes aux enjeux environnementaux. Mais les MFR vont parfois plus loin.

Au Togo par exemple, le mouvement a lancé une réflexion dans son réseau sur la manière de mieux intégrer ces questions dans les stratégies et activités des MFR. Avec l'appui des chargés de mission de l'Union nationale française, un premier atelier a été organisé à la MFR

de Lama Tessi (au centre du pays) en janvier dernier, puis d'autres ont suivi dans les autres MFR. Le mouvement des MFR du Togo a ainsi réalisé son diagnostic : que fait-on déjà ? Où veut-on aller ? Il est

sur le point de définir une stratégie pour les 10 prochaines années en termes de formation, d'accompagnement à l'insertion et de plaidoyer pour se positionner davantage comme « acteur du changement » vis-à-vis de la question environnementale.

Les MFR engagées sur ces questions s'accordent à dire qu'il est nécessaire de créer plus d'opportunités d'insertion dans des activités plus respectueuses de l'environnement : « il faut un marché et une demande ». Une dynamique qui doit être bien sûr soutenue par les États.

Les MFR, en tant qu'actrices de la société civile, ont un rôle à jouer par leur influence sur le plan local et national. ■



Atelier participatif sur la question de l'environnement à la MFR de Lama Tessi au Togo en janvier 2020.

QUESTIONS À



JEAN NKAMA

Directeur de l'Union nationale des MFR du Cameroun.

Le mouvement des MFR du Cameroun compte 12 MFR dans tout le pays.

■ Quelle est la situation des MFR ?

J.N. Certaines de nos MFR ne sont pas reconnues par le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Or, c'est cette reconnaissance qui permet de bénéficier de financements publics.

■ Pour quelle raison ?

J.N. Le cahier des charges du ministère pour bénéficier de la reconnaissance étatique est très restrictif. Il

faut par exemple disposer d'une surface minimum par salle de classe. Certaines MFR ne respectent pas ces critères, peu adaptés aux établissements privés ou ruraux, mais elles fournissent pourtant une formation de qualité, indispensable à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes en milieu rural. C'est pourquoi nous souhaitons faire évoluer ce cahier des charges ou demander une dérogation pour les MFR.

■ Comment agissez-vous ?

J.N. Nous ne sommes pas seuls dans ce cas. C'est à plusieurs voix, avec d'autres centres de formation professionnelle, que nous agissons et portons la demande auprès du gouvernement. Parallèlement, nous allons former nos directeurs de MFR sur les techniques de plaidoyer car c'est également au niveau local (municipalité, département) que le travail d'influence commence !

TÉLEX

SÉNÉGAL

**LA PRÉSIDENTE
DISTINGUÉE**



► La présidente de l'Union nationale des MFR du Sénégal a été décorée de la médaille de Chevalier de l'ordre du Mérite Agricole par l'ambassadeur de France, au côté d'Amadou Tidiane Guiro, chercheur au Laboratoire de Recherche en Nutrition et Alimentation Humaine. Cette distinction de Bintou Badji consacre une reconnaissance institutionnelle du rôle des MFR dans l'enseignement agricole au Sénégal.

COLOMBIE : LE MOUVEMENT MFR SE STRUCTURE

► Les MFR de Colombie sont désormais au nombre de 10 situées dans le département d'Antioquia. Le mouvement se structure. L'Union des MFR de Colombie a accompagné leur développement grâce à un projet financé par l'ambassade de France qui a démarré en 2017. Mais au vu de la situation sanitaire et des tensions politiques, l'ambassade de France a accepté de décaler dans le temps la clôture du projet (en novembre). Une mission de la fédération MFR des Savoie, partenaire du mouvement colombien, est prévue en octobre pour envisager la suite.



À l'initiative des sénateurs, le rôle des sociétés civiles en tant qu'actrices des politiques de développement est consacré dans la loi."

Loi relative au "développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales" votée le 21 juillet 2021

MAROC

**UN MINISTRE
EN VISITE EN MFR**



► Le ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, a visité la MFR d'Elguerdate. L'Union nationale des MFR du Maroc souhaite ainsi renforcer ses liens avec le ministère afin d'assurer sa pérennité. De nombreux responsables étaient présents à cette rencontre qui avait mobilisé le réseau des MFR et des professionnels. À cette occasion, le président de la coopérative agricole COPAG, a annoncé qu'il souhaitait encourager le développement d'autres MFR dans la région de Souss Massa. Le ministre a déclaré aussitôt qu'il appuierait la démarche.

LA FORMATION AU SERVICE DE L'INSERTION

► Une étude conduite dans 5 pays au Maghreb, en Afrique de l'ouest, Afrique centrale et Océan Indien a été conduite pour mesurer l'impact de la formation MFR sur l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et adultes. Les premiers résultats encore provisoires ont été présentés à la commission Relations Internationales du Conseil d'administration de l'Union nationale des MFR. Ils mettent en valeur les différentes dynamiques dans lesquelles se trouvent les personnes qui ont suivi la formation !

